

### L'épidémie de coronavirus frappe une économie chinoise déjà fragilisée par des facteurs structurels et conjoncturels

Sabrina Abdelmalek  
Thomas Ouin-Lagarde

#### Département de la conjoncture

La crise sanitaire de la Covid-19 est venue frapper une économie chinoise déjà en ralentissement, fragilisée tout à la fois par des facteurs conjoncturels présents avant l'arrivée de la crise et des facteurs plus structurels.

Ainsi, avant même la crise sanitaire qui a entraîné un repli de l'activité de 6,8 % en début d'année 2020, l'activité chinoise ralentissait depuis plusieurs années pour atteindre un taux de croissance annualisé de +5,9 % au quatrième trimestre 2019, contre +12,3 % début 2010. Ce ralentissement relève de facteurs structurels (vieillesse de la population, ralentissement de la productivité) amplifiés depuis plusieurs trimestres par des facteurs conjoncturels, en particulier les tensions commerciales avec les États-Unis. L'épidémie de coronavirus constitue un nouveau choc conjoncturel, d'ampleur inédite dans un contexte où le modèle de croissance chinois était déjà questionné.

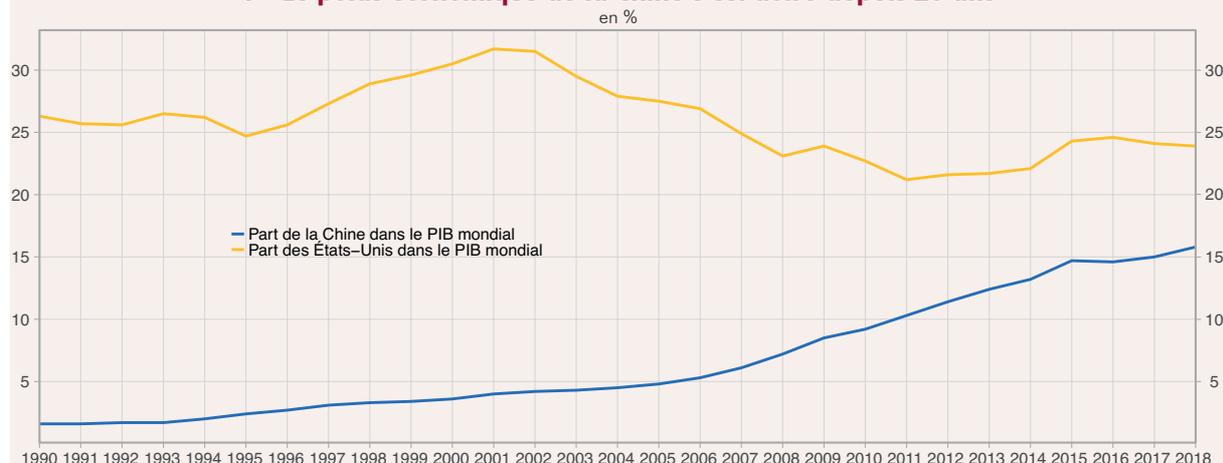
#### Les moteurs de la croissance chinoise s'essouffaient avant la crise

L'économie de la Chine s'est développée rapidement au cours des dernières décennies, suivant un processus de rattrapage très rapide (graphique 1). En 1990, la Chine représentait moins de 2 % du

PIB mondial ; en 2018, elle en représentait près de 16 %, selon la Banque mondiale.

Cependant, avant même la chute récente du PIB liée à la crise sanitaire (-6,8 % sur un an au premier trimestre 2020), l'activité chinoise ralentissait depuis plusieurs années, pour atteindre un taux de

1 - Le poids économique de la Chine s'est accru depuis 20 ans



Note : PIB en dollars courants  
Source : Banque mondiale

2 - Le PIB de la Chine ralentit de manière presque ininterrompue depuis 2010



Source : National Bureau of Statistics of China (NBSC)

croissance inférieure à 7 % depuis 2015 contre 10 % en 2011 (*graphique 2*). Le conflit commercial avec les États-Unis a certes accentué la décélération en 2018-2019 avec un effet direct sur les échanges extérieurs et indirect sur la demande intérieure. Mais ce ralentissement s'était amorcé avant l'émergence des tensions commerciales, ce qui suggère qu'il présente, au-delà de ses aspects conjoncturels, un caractère structurel. Les traditionnels moteurs de la croissance chinoise, exportations et investissement, s'essouffaient et la consommation peinait à prendre le relais.

**Dans un contexte de ralentissement mondial, les tensions commerciales avec les États-Unis ont accentué le ralentissement des exportations chinoises**

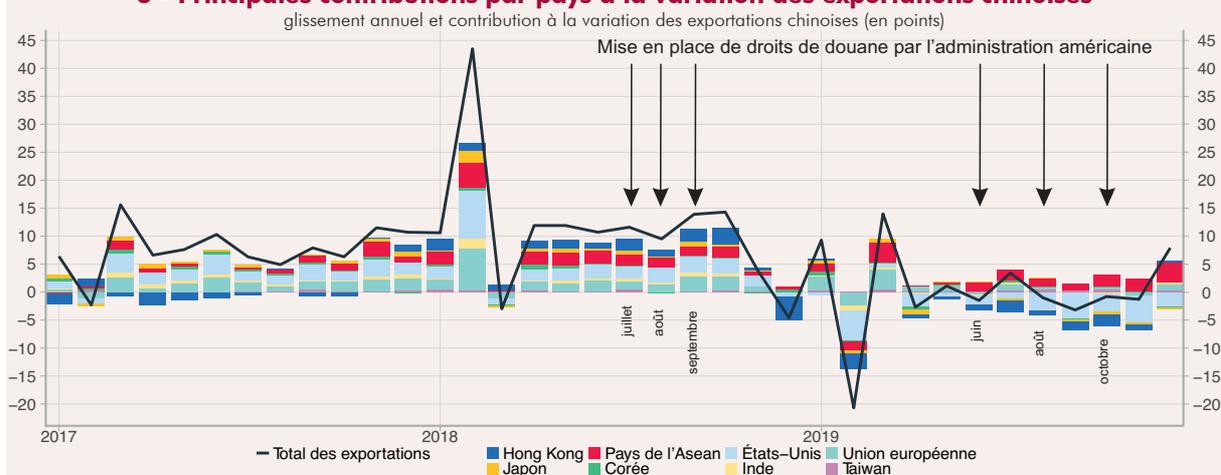
En 2018, dans un contexte mondial déjà marqué par le ralentissement des échanges commerciaux, les États-Unis ont relevé les droits de douane (successivement en juillet, août et septembre 2018) sur un total de 250 milliards de dollars d'importations annuelles de produits chinois. La Chine a répliqué

par des mesures tarifaires sur 110 milliards de dollars d'importations en provenance des États-Unis. Après ces relèvements successifs des droits de douane, les exportations chinoises ont ralenti depuis fin 2018, à l'exception de quelques hausses ponctuelles liées à l'anticipation des augmentations de droits de douane (comme en juin 2019, *graphique 3*). Outre les conséquences directes sur les livraisons de marchandises de la Chine vers les États-Unis, les tensions entre les deux pays et la montée du protectionnisme ont commencé à peser indirectement sur la demande mondiale via des effets sur les chaînes de valeur, la confiance des entreprises et l'investissement.

Les tarifs douaniers semblent avoir un effet sur l'évolution des échanges commerciaux des biens taxés. Les exportations chinoises vers les États-Unis (principal pays de destination avec le Japon, hors Hong Kong) diminuent depuis plusieurs trimestres. En août et en octobre 2019 en particulier, le total des exportations chinoises a diminué tandis que les exportations vers les pays de l'ASEAN<sup>1</sup> ont augmenté.

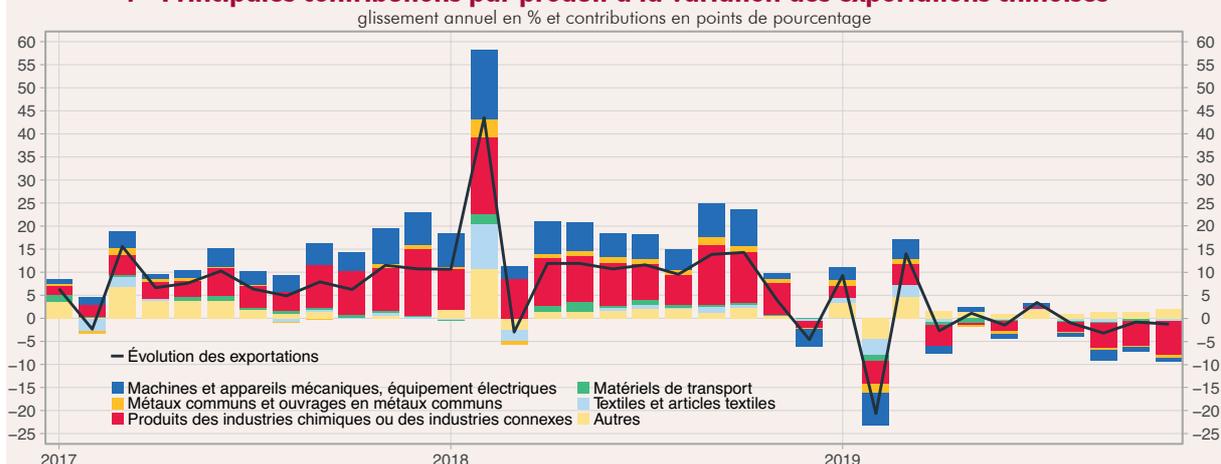
1. L'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) est une zone de libre échange regroupant le Myanmar, Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, le Vietnam et la Thaïlande.

### 3 - Principales contributions par pays à la variation des exportations chinoises



Note : les contributions des pays destinataires et le glissement annuel des exportations sont en valeur et non désaisonnalisés.  
Source : NBSC, General Administration of Customs of China (GACC)

### 4 - Principales contributions par produit à la variation des exportations chinoises



Source : NBSC, GACC, calculs Insee

Il semble ainsi y avoir une légère réorientation des exportations vers l'Asie, mais elle n'a pas entièrement compensé la baisse des exportations vers les États-Unis (*graphique 3*).

L'analyse des principaux secteurs exportateurs chinois avant la crise sanitaire permet d'en distinguer notamment trois (machines et appareils mécaniques, produits d'industries chimiques, et textile, *graphique 4*). Ces secteurs, qui étaient les moteurs des exportations chinoises jusqu'à fin 2018, ne les soutenaient plus en 2019.

La contribution des exportations de machines et appareils mécaniques vers les États-Unis a diminué depuis la mise en place des droits de douane mais augmenté vers les pays de l'ASEAN et d'autres pays asiatiques (*graphique 5*). Il est possible que certains flux aient été détournés de Chine vers des pays de l'ASEAN pour être ensuite réexpédiés vers les États-Unis. Néanmoins, parmi ces pays, seul le Vietnam a massivement augmenté ses exportations vers les États-Unis, de 30 % à 40 % en glissement annuel. L'hypothèse d'un transit important par des

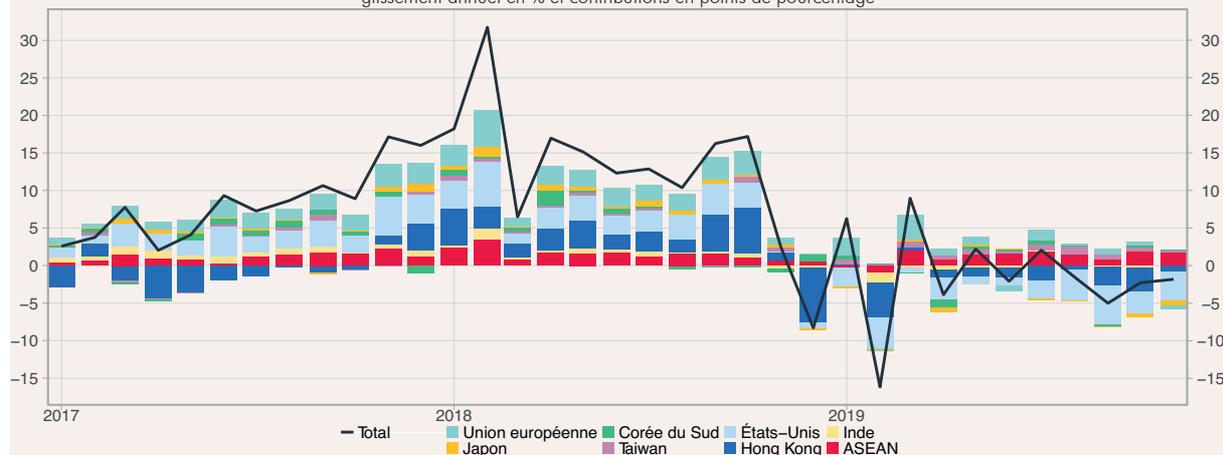
pays asiatiques pour contourner la hausse des droits de douane ne semble donc pas être vérifiée empiriquement à ce stade. Par ailleurs, les États-Unis ont également pu changer leurs sources d'approvisionnement, mais là encore la hausse des importations américaines en provenance de certains pays asiatiques, notamment le Vietnam, n'a pas compensé la baisse des achats de produits chinois.

Les exportations chinoises de produits issus des industries chimiques ont aussi baissé, mais surtout celles à destination de Hong Kong et de l'Union européenne (*graphique 6*). À l'inverse, les exportations des branches de la chimie à destination des États-Unis ont continué à augmenter, même après la mise en place de droits de douane. Les exportations de ces produits à destination de l'ASEAN ont également augmenté.

En octobre 2019, la Chine et les États-Unis ont conclu un accord commercial par lequel la Chine s'engageait à accroître ses importations en provenance des États-Unis d'environ 200 milliards de dollars, tandis que les États-Unis

### 5 - Principales contributions à la variation des exportations de machines et équipements électriques, par pays

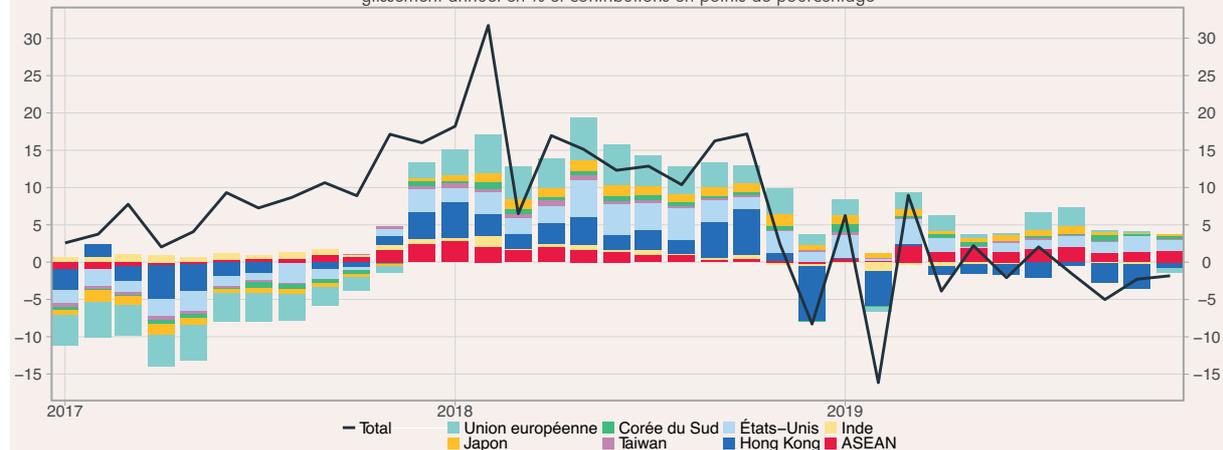
glissement annuel en % et contributions en points de pourcentage



Source : NBSC, GACC, calculs Insee

### 6 - Principales contributions à la variation des exportations de produits de la chimie et des industries chimiques, par pays

glissement annuel en % et contributions en points de pourcentage



Source : NBSC, GACC, calculs Insee

devaient abaisser certains droits de douane. La mise en œuvre et les effets de cet accord paraissent toutefois incertains, d'autant plus dans le contexte actuel.

## La croissance chinoise repose de moins en moins sur le commerce à façon

Les tensions commerciales avec les États-Unis ne sont pas la seule cause du ralentissement des exportations avant la crise sanitaire. Le commerce à façon, c'est-à-dire l'assemblage et la réexportation de produits et pièces détachées importés, représentait près de 25 % des exportations en 2019 contre 40 % en 2011 (graphique 7). Cette diminution de la part du commerce à façon témoigne de l'évolution du modèle économique chinois, initialement tourné vers l'assemblage et les exportations de biens intensifs en travail (textile, mécanique), vers un modèle davantage centré sur le marché intérieur et la production de biens à plus forte valeur ajoutée.

## Un investissement relativement peu productif

En 2018 selon la Banque mondiale, la part de l'investissement (formation brute de capital fixe, FBCF) rapportée au PIB représentait 42 % du PIB contre 46 % en 2013. Le ralentissement a touché aussi bien l'investissement d'entreprise (graphique 8) que l'investissement immobilier, l'un des moteurs de la croissance chinoise dans les années 2010, excepté pendant une crise en 2015-2016 (graphique 9). Ce ralentissement de l'investissement avait plusieurs causes : d'une part, la contraction du crédit et d'autre part, un précédent « surinvestissement » lié à une épargne surabondante des ménages qui a facilité le financement de projets d'investissement parfois peu productifs. L'investissement a en effet beaucoup augmenté dans les années 2000 jusque vers 2013 contribuant à la moitié environ de la croissance du PIB. Cet accroissement de l'investissement a favorisé l'émergence de surcapacités de production, qui pénalisent aujourd'hui l'investissement. Les pouvoirs publics et les entreprises chinoises tentent de résorber à présent ces surcapacités.

### 7 - La part du commerce à façon diminue



Source : GACC

### 8 - Baisse de l'investissement des entreprises



Source : NBSC

### La consommation des ménages peinait à prendre le relais

Face au ralentissement des moteurs traditionnels de la croissance chinoise (exportations, investissement), la consommation peinait à prendre le relais. En 2018, elle ne représentait environ que 39 % du PIB<sup>2</sup>.

La hausse de l'inflation alimentaire a diminué le revenu disponible. Les prix à la consommation ont continué d'accélérer en 2019 notamment dans l'alimentation en raison d'une épizootie de peste porcine, le poids des prix du porc dans l'IPC étant particulièrement important. Cette hausse de l'inflation a diminué le pouvoir d'achat et par conséquent la consommation des ménages, ce qui a pu accentuer le ralentissement conjoncturel déjà visible avant la crise sanitaire.

### Le conflit commercial a aussi pesé la consommation des ménages

Le conflit commercial avec les États-Unis a aussi pesé sur la consommation des ménages via les difficultés du secteur exportateur et leurs conséquences sur le marché du travail. Le conflit a entraîné en effet un choc de confiance qui a incité les ménages à accroître leur épargne de précaution, ainsi qu'un ralentissement de l'emploi : les entreprises exportatrices ont moins embauché ou ont réduit leurs effectifs. La baisse de l'emploi a affecté le pouvoir d'achat des ménages et leur consommation.

Deux indicateurs témoignent du ralentissement de la consommation avant même la crise sanitaire : les ventes au détail (*graphique 10*) et les immatriculations

2. Données issues des bases CEIC Data, un fournisseur de données économiques, reprenant les chiffres du NBSC.

### 9 - Le marché immobilier est à la peine

glissement annuel en %



Source : NBSC

### 10 - Ralentissement des ventes au détail

glissement annuel en %



Source : NBSC

de véhicules (*graphique 11*). La contraction des ventes automobiles est aussi la conséquence d'un ralentissement structurel du secteur et de la fin des incitations fiscales à l'achat, mises en œuvre entre fin 2015 et début 2018.

### Un arbitrage entre stabilité financière et croissance économique

S'il a ralenti récemment, le crédit aux entreprises, publiques et privées, demeure élevé en Chine : fin 2019, le crédit aux entreprises non financières était supérieur à 160 % du PIB. Les pouvoirs publics chinois tentaient de contenir la hausse du crédit sans pénaliser la croissance, mais font face à un ralentissement conjoncturel amplifié par la crise sanitaire. Elles ont tenté de réduire l'endettement à risque : la proportion de prêts accordés à un taux inférieur au taux de référence a ainsi diminué de moitié en 2018 (*graphique 12*). À l'inverse, afin de soutenir la croissance, elles ont diminué le taux de réserves obligatoires (réserves que les banques commerciales doivent détenir auprès de la banque centrale, en proportion des dépôts) à plusieurs reprises en 2018 et 2019, afin de contenir les effets

négatifs des droits de douane américains sur les importations en provenance de Chine.

Dans le contexte du ralentissement de la consommation et de l'investissement, la masse monétaire décélérait depuis plusieurs années (*graphique 13*). Ce ralentissement de la masse monétaire chinoise, particulièrement prononcé en 2018, peut être considéré comme la conséquence du ralentissement de l'activité ou bien comme sa cause : après une expansion monétaire de l'automne 2015 à l'automne 2016, les autorités monétaires ont en effet durci leur politique monétaire à partir de 2018 afin de lutter contre l'excès d'endettement et le *shadow banking*, à savoir les encours non bancaires.

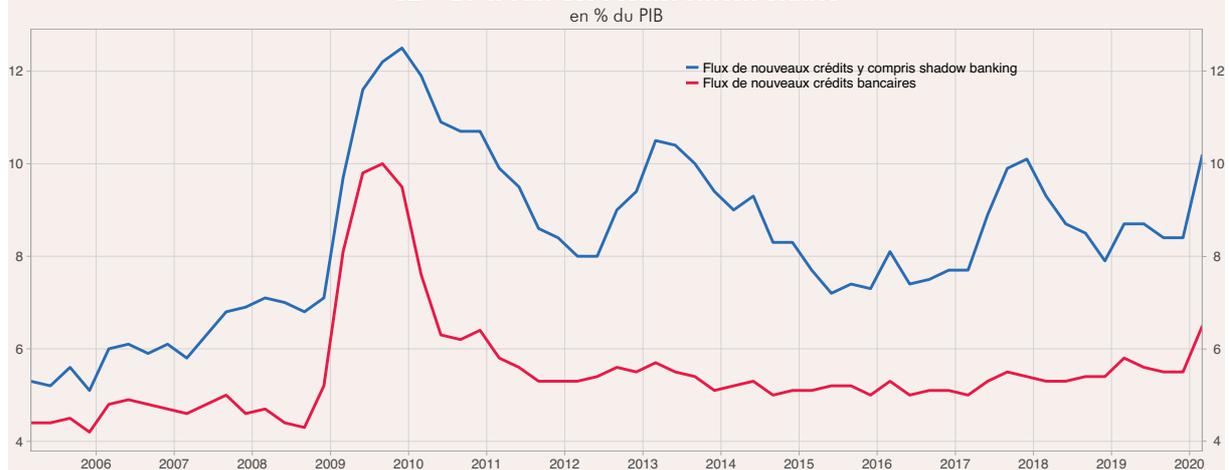
Par ailleurs, la forte croissance des deux décennies passées reflétait essentiellement un phénomène de rattrapage technologique et capitalistique. Ce rattrapage semble achevé et l'économie chinoise serait proche de la frontière technologique. Les pouvoirs publics chinois cherchent à rééquilibrer l'économie vers la demande intérieure, d'une part, et vers une meilleure qualité des investissements et

## 11 - La fin des incitations fiscales a pénalisé les immatriculations de véhicules



Source : China Association of Automobile Manufacturers

## 12 - Le crédit est relativement stable



Source : Banque populaire de Chine

## Développements internationaux

de la production, d'autre part. La Chine souhaite ainsi monter en gamme, se développer dans les industries à forte valeur ajoutée et s'imposer à la pointe des technologies les plus avancées, par exemple dans l'aéronautique, l'intelligence artificielle et les télécommunications. Les dépenses de recherche et développement (R&D) ont ainsi

fortement augmenté, atteignant 2,1 % du PIB en 2017 (graphique 14). Même si les différents chocs conjoncturels évoqués se résorbent ainsi que les surcapacités de production, l'activité chinoise ne retrouverait donc probablement pas son rythme de progression précédent. Au-delà des aléas conjoncturels défavorables de ces dernières années,

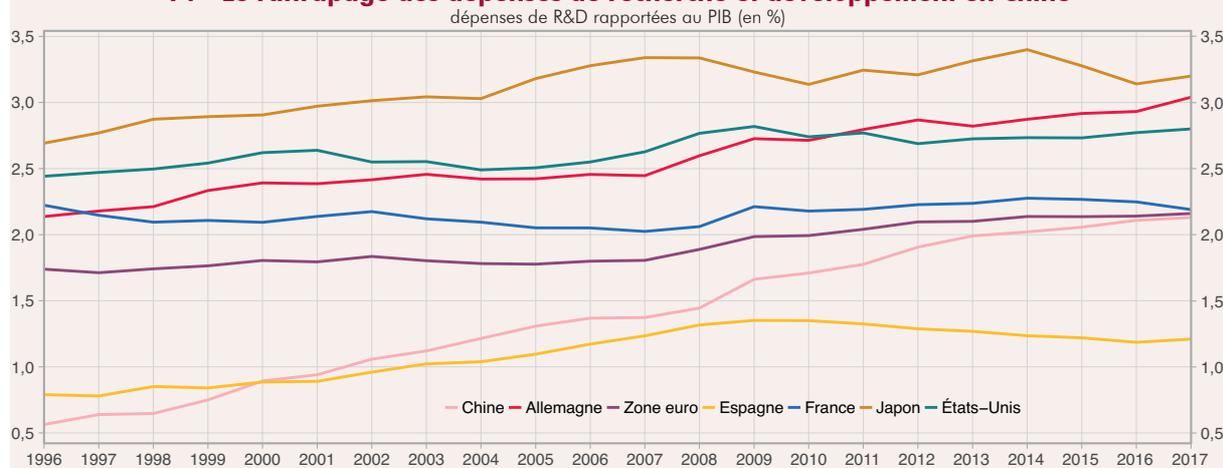
### 13 - Le ralentissement monétaire pourrait peser sur la consommation et l'investissement



Note : l'agrégat M1 rassemble les dépôts à vue et pièces et billets. L'agrégat M2 englobe l'agrégat M1 ainsi que les dépôts à terme inférieur ou égal à deux ans, les dépôts assortis d'un préavis de remboursement inférieur ou égal à trois mois et les crédits à court terme.

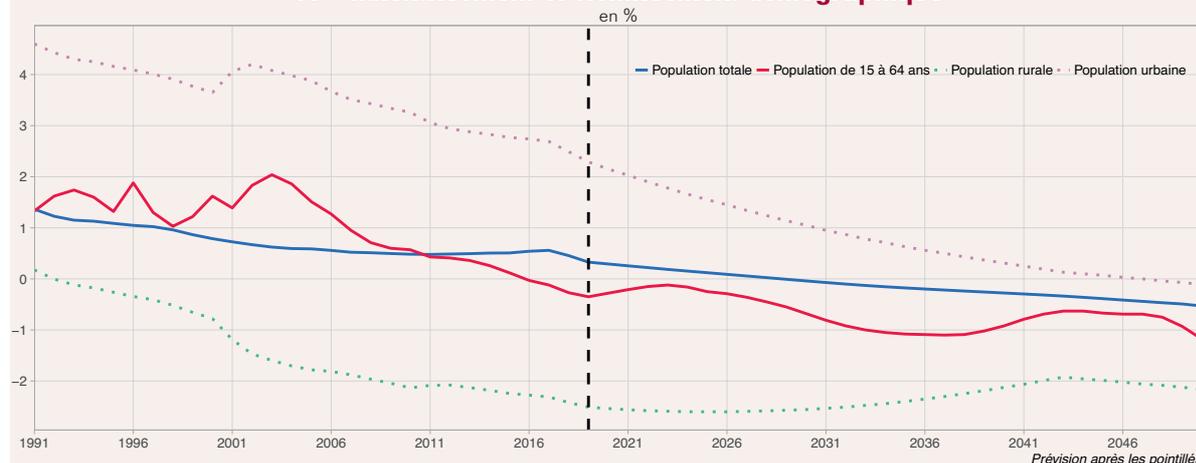
Source : Banque populaire de Chine

### 14 - Le rattrapage des dépenses de recherche et développement en Chine



Source : Banque mondiale

### 15 - Ralentissement et vieillissement démographique



Source : Banque mondiale

le ralentissement de l'économie chinoise est en effet également structurel et s'explique par des facteurs durables, de nature notamment démographique, sociale et environnementale.

### **Avant même la crise sanitaire, la Chine était déjà confrontée à plusieurs défis sociodémographiques et environnementaux**

La population chinoise est vieillissante (*graphique 15*). La natalité, en particulier, décroît fortement : le taux de natalité a chuté à 1,05 % en 2019, au plus bas niveau depuis 1949, selon le NBSC (National Bureau of Statistics of China), l'institut national statistique chinois.

Ce vieillissement de la population a deux conséquences. En premier lieu, il pèse sur la force de travail disponible, d'autant plus qu'il s'accompagne d'une baisse du taux d'activité, tant chez les

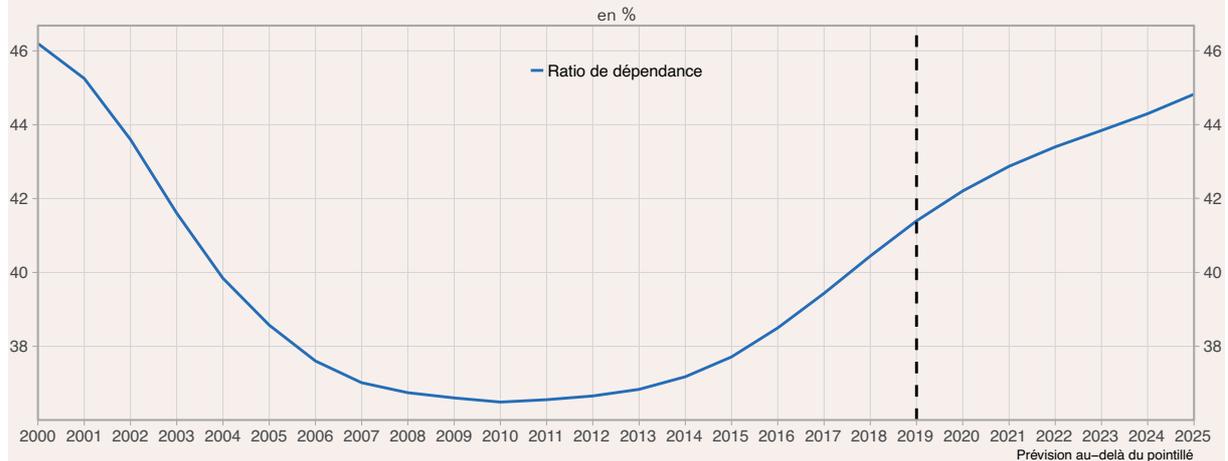
hommes que chez les femmes, en raison notamment de l'allongement des études et d'une meilleure scolarisation des adolescents (*graphique 17*). Le taux d'activité reste cependant à un niveau élevé au regard de ceux des pays avancés.

En second lieu, le vieillissement démographique et la hausse du ratio de dépendance (*graphique 16*) qui s'ensuit constituent un défi pour la protection sociale et les retraites. Or, l'amélioration de la protection sociale et du système de retraites représente un enjeu important pour faire baisser le taux d'épargne, très élevé en Chine, et augmenter la consommation.

### **Les inégalités sont à la fois une conséquence et un risque pour la croissance économique**

La Chine aurait dépassé le « point de Lewis » : la réserve de main-d'œuvre résultant de l'exode rural et disponible pour les branches manufacturières

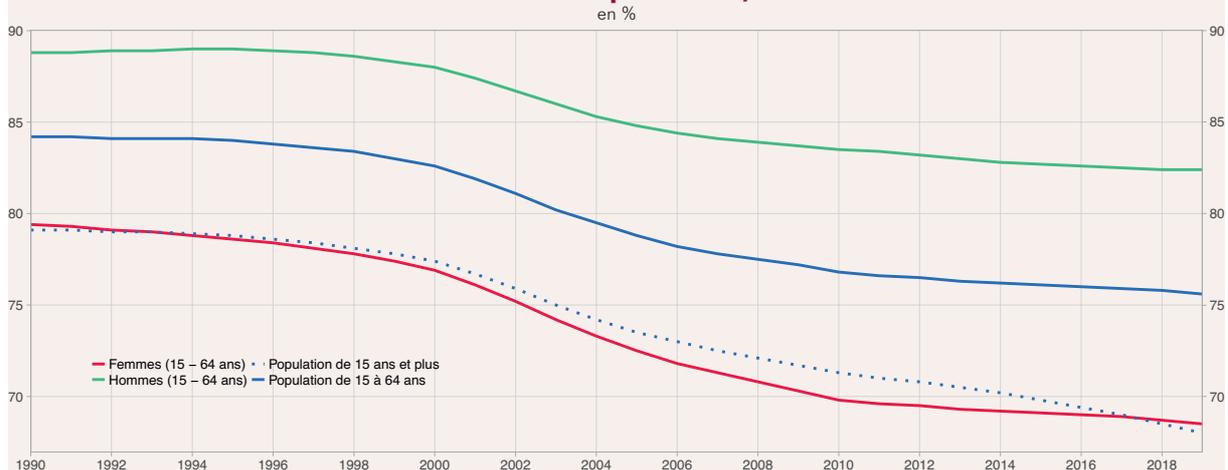
### **16 - Le vieillissement démographique soulève des défis importants pour la protection sociale et le modèle social chinois**



Note : Le ratio de dépendance est calculé comme le ratio de l'effectif de la population âgée de moins de 15 ans ou plus de 64 ans sur l'effectif de la population âgée de 15 à 64 ans.

Source : Banque mondiale

### **17 - Un taux d'activité toujours élevé, mais en baisse**



Source : Banque mondiale

et des services aurait été complètement absorbée (Zhang, Yang et Wang, 2011). Le marché du travail est donc de plus en plus tendu, ce qui entraîne des hausses de salaires et une perte de compétitivité.

La consommation est freinée par l'atténuation de la demande extérieure comme par le ralentissement des revenus des ménages. En effet, la hausse cumulée des salaires a dégradé la compétitivité-coût, ce qui peut expliquer des délocalisations hors de Chine vers des pays à moindre coût salarial ou des relocalisations vers les pays occidentaux. Ensuite, le ralentissement des revenus consécutif à celui de l'activité et à la fin du processus de rattrapage pèse sur la consommation (graphique 18). Toutefois la hausse du chômage engendrée par la crise sanitaire pourrait accroître l'intensité des défis pesant sur la protection sociale et accentuer la baisse de la consommation.

La consommation des ménages est aussi freinée par le système de *hukou*. Le *hukou* est un passeport dépendant des régions administratives, donnant accès à la protection sociale offerte par la région. Or,

les travailleurs migrants originaires des campagnes et travaillant dans les villes possèdent des *hukou* ruraux et n'ont donc pas accès à la protection sociale des villes ou des régions dans lesquelles ils travaillent. Ces inégalités face à la protection sociale favorisent une épargne élevée.

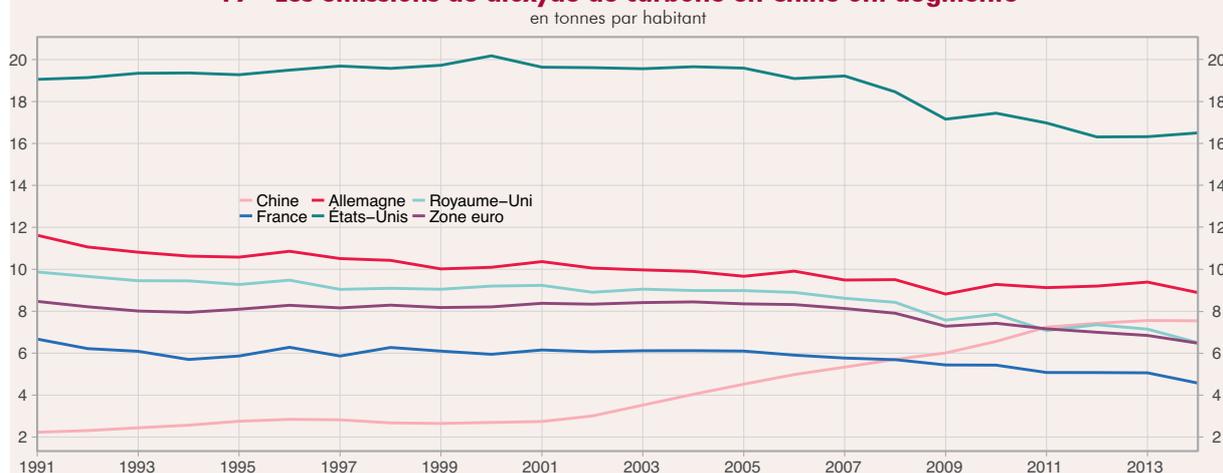
La diminution des inégalités entre provinces, tant en termes de revenus que de protection sociale et d'infrastructures, est ainsi devenue l'un des buts des politiques économiques chinoises. Les inégalités interprovinciales sont importantes et tiennent à plusieurs facteurs : la part de l'industrie dans la valeur ajoutée, les infrastructures, le degré de décentralisation et le degré d'ouverture aux échanges internationaux. Les provinces côtières d'abord, puis les provinces du centre ont développé de meilleures infrastructures, ont eu accès à davantage de main-d'œuvre bon marché, et bénéficié d'économies d'échelles via la croissance des agglomérations. La réduction des inégalités via le développement d'infrastructures, notamment la construction d'autoroutes, de ponts et de barrages

### 18 - Après des années de forte croissance, le revenu et la consommation par tête ralentissent



Source : Banque mondiale

### 19 - Les émissions de dioxyde de carbone en Chine ont augmenté



Source : Banque mondiale

(le barrage des Trois-Gorges, par exemple) a soutenu la croissance et permis une réallocation des facteurs de production vers les provinces du Centre, tandis que les provinces du Nord et de l'Ouest se sont développées moins rapidement. Néanmoins, ces dernières pourraient bénéficier de nouvelles délocalisations en provenance des régions côtières et du Centre, et ainsi se développer à leur tour.

### La protection de l'environnement constitue un autre défi important pour la croissance chinoise

Le modèle économique chinois, une croissance fondée sur les exportations et l'industrialisation, a entraîné de fortes émissions de gaz à effets de serre et une pollution importante (graphique 19) : la Chine s'est en effet développée et imposée en devenant « l'usine du monde ».

Sous l'effet de la pression intérieure, constituée par les nouvelles classes moyennes, urbaines et plus diplômées, et d'une coopération internationale accrue, notamment avec le protocole de Kyoto et l'Accord de Paris, les pouvoirs publics chinois tentent de réduire cette pollution. La population chinoise reste en effet exposée à des niveaux très élevés de pollution atmosphérique, ce qui a d'importantes conséquences sanitaires : 7 % des dépenses de soin de santé leur étaient imputables en 2015 (Barwick et al., 2018). Selon l'OCDE, le coût en bien-être engendré par la pollution de l'air (particules fines, ozone) représentait 8,6 % du PIB en 2016 (Roy and Braathen, 2017). Les villes chinoises sont saturées par le trafic automobile, ce qui augmente la pollution.

Des mesures sont mises en place pour privilégier les véhicules hybrides ou électriques et les énergies renouvelables (solaire, éolien), par exemple la mise en place des subventions pour l'achat de véhicules électriques. Après une forte hausse des émissions de dioxyde de carbone par habitant au cours de la

décennie 2000, la Chine les a stabilisées à partir de 2010 à un niveau proche des principales économies européennes (graphique 19). Rapportées au PIB en dollar et en parité de pouvoir d'achat, les émissions chinoises de dioxyde de carbone ont diminué mais restent plus élevées que dans les autres grandes économies (graphique 20). La Chine a en particulier diminué la concentration des particules fines et gaz à effets de serre dans les plus grandes mégapoles (Pékin, Shanghai). Selon une étude du Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), un organisme indépendant de recherche, les émissions de particules fines PM 2.5 (particules fines de moins de 2,5 micromètres de diamètres) auraient diminué dans l'ensemble de la Chine et notamment de 48 % à Pékin entre 2015 et 2019. En revanche les émissions d'ozone ont augmenté entre 2015 et 2019 et les émissions de particules fines PM 2.5 auraient augmenté sur un an entre le quatrième trimestre 2018 et le quatrième trimestre 2019. La crise sanitaire a néanmoins eu pour effet de ralentir temporairement cette progression. Un ralentissement prolongé ou un changement du modèle économique chinois auraient des conséquences importantes sur les autres économies.

### Au fil des années, la Chine est devenu un partenaire commercial majeur de la plupart des grandes économies

Le Japon en particulier et les pays de la zone euro, notamment l'Allemagne, sont fortement exposés à la demande chinoise, notamment l'Allemagne. Le graphique 21 présente la structure des échanges commerciaux chinois en 2019. Les pays d'Asie et l'Union européenne constituent le premier fournisseur de la Chine : en 2019, 13,6 % des importations chinoises proviennent de pays de l'ASEAN et 13,3 % de l'Union européenne. Taiwan

## 20 - Les émissions de dioxyde de carbone par dollar de PIB en parité de pouvoir d'achat ont diminué

en kg par dollar du PIB en PPA



Source : Banque mondiale

(8,3 % des importations chinoises), la Corée du Sud (8,4 %) et le Japon (8,3 %) constituent également d'importants fournisseurs<sup>3</sup>.

Du côté des exportations chinoises, l'Union européenne (17,2 % des exportations chinoises) et les États-Unis (16,7 %) sont les premiers clients de la Chine, suivis par les pays de l'ASEAN (14,4 %) et Hong Kong (11,1 %).

L'importance de la Chine dans les processus de production des principales économies s'est significativement accrue depuis deux décennies. Réciproquement, la Chine est devenue un partenaire de plus en plus important pour les autres pays. Le *graphique 22* présente la part des échanges bilatéraux avec la Chine dans les importations et les exportations des pays habituellement suivis dans la *Note de conjoncture*.

La Chine constitue à la fois un important fournisseur et un important client pour le Japon : 23 % des importations japonaises de biens provenaient de Chine et 18 % environ des exportations japonaises de biens sont à destination de la Chine. Elle constitue aussi un fournisseur important des États-Unis (18 % des importations américaines environ), mais un moindre client (seulement 6 % des exportations américaines), de même pour le Royaume-Uni (9 % des importations britanniques et 6 % environ des exportations). Enfin, la Chine est un partenaire important de l'Allemagne, avec 7 % environ des importations comme des exportations allemandes. Or, les exportations représentent environ la moitié du PIB allemand.

3. L'Australie, qui ne figure pas sur le graphique, fournit environ 4 % des importations chinoises.

4. Pour une description de la méthode, voir par exemple le dossier « Évaluer l'impact du Brexit sur l'activité des partenaires du Royaume-Uni : le canal des échanges commerciaux », dans la *Note de conjoncture* de mars 2019 de l'Insee.

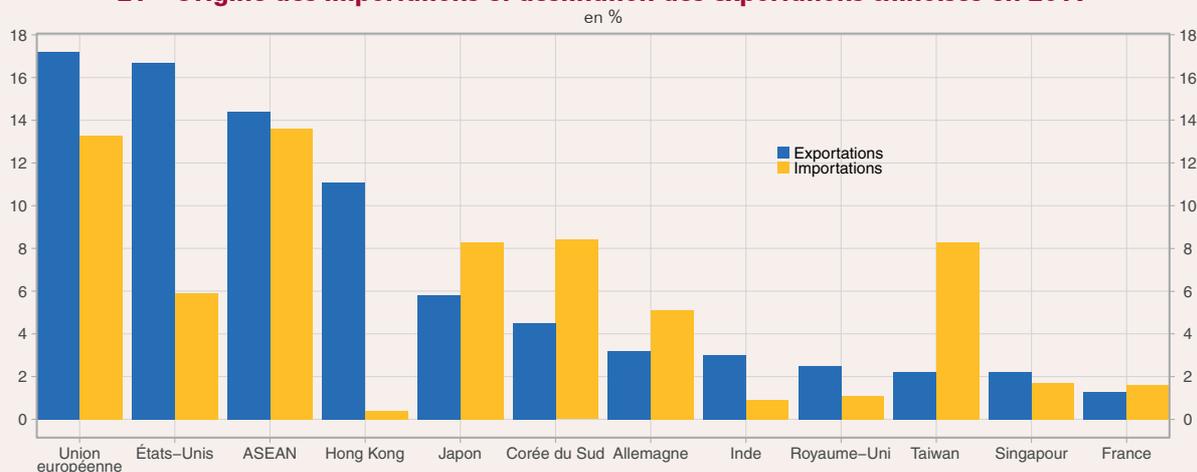
**Parmi les pays suivis dans la Note de conjoncture, l'Allemagne et le Japon sont fortement exposés à l'activité chinoise**

L'inversion du tableau international entrées-sorties (TIES) permet également de calculer les contenus en valeur ajoutée des exportations directes vers la Chine, pour un grand nombre de pays<sup>4</sup> (*graphique 22*). Parmi les pays suivis, ceux incorporant le plus de valeur ajoutée dans leurs exportations vers la Chine sont l'Allemagne, dont la valeur ajoutée contenue dans ses exportations vers la Chine représente environ 2,5 % du PIB allemand, puis le Japon (2,1 % du PIB japonais).

De même, le TIES permet de calculer la valeur ajoutée produite par les différents pays et contenue dans la demande finale intérieure chinoise (*graphique 23*). À cette aune, les pays les plus exposés seraient Taiwan (10,0 % du PIB), la Corée du Sud (6,9 %) et l'Allemagne (2,8 %). Selon ce calcul, 1,1 % du PIB de la France servirait la demande finale chinoise.

La pandémie de coronavirus intervient donc dans une période de fragilité de l'économie chinoise et constitue un choc économique négatif supplémentaire, dans un contexte déjà marqué par les tensions commerciales avec les États-Unis. A la différence de 2008-2009, lorsque la reprise économique après la crise avait été en partie soutenue par la demande chinoise et le plan de relance des autorités de la Chine, une crise économique en Chine ou un changement de modèle économique chinois pourraient peser sur l'économie de ses partenaires. ■

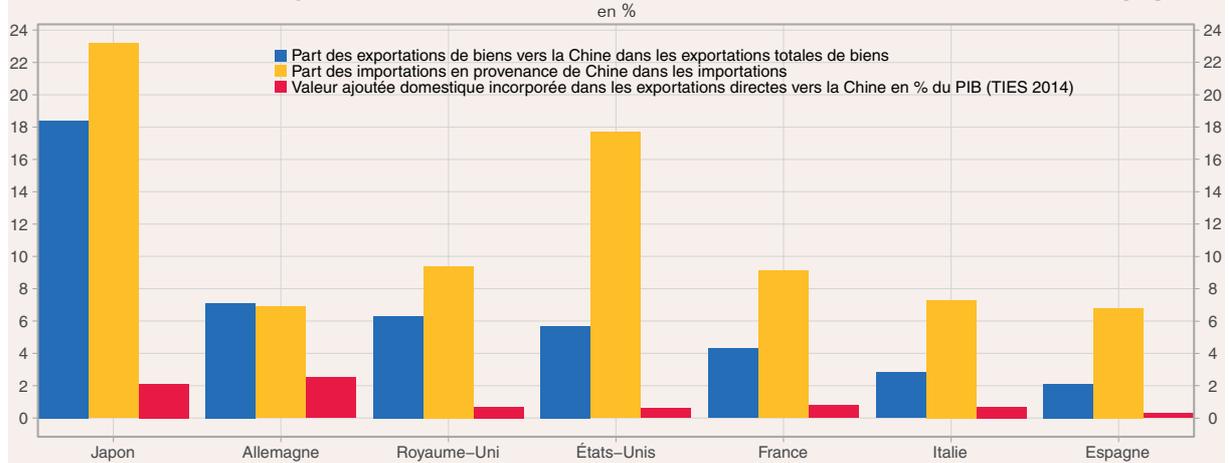
**21 - Origine des importations et destination des exportations chinoises en 2019**



Lecture : en moyenne en 2019, l'Union européenne représentait 17,2 % des exportations chinoises et fournissait 13,3 % des importations chinoises.

Source : GACC, NBSC

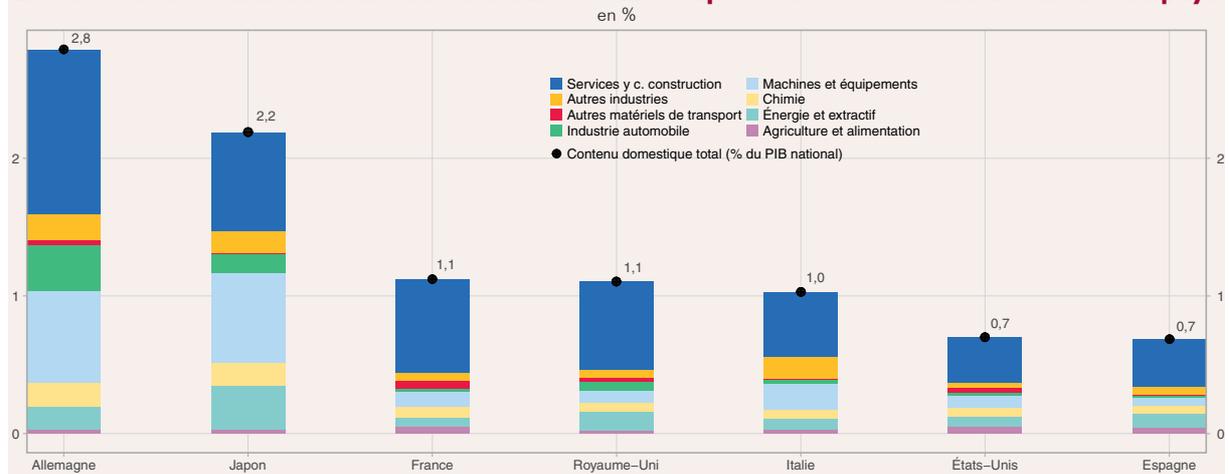
## 22 - Part des échanges bilatéraux avec la Chine dans le commerce extérieur des autres pays



Lecture : En 2014, la valeur ajoutée domestique incorporée dans les exportations françaises vers la Chine atteignait 0,8 % du PIB français.

Source : Eurostat, ministère de l'Économie et des Finances du Japon, OCDE, ONS, Bureau of Economic Analysis, WIOD, calculs Insee

## 23 - Part de la demande finale chinoise dans la valeur ajoutée brute nationale des différents pays



Source : WIOD 2014, calculs Insee

